

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (e) NOREL Sébastien agissant en qualité de Chef d'agence

Déclare sur l'honneur, en application de l'article 48 du Décret 2016-360 du 25 Mars 2016, que l'entreprise EIFFAGE ROUTE NORD RN 17 Gare BP 11 – 60190 ESTREES SAINT DENIS

Inscrite au registre du commerce et/ou registre des métiers sous le numéro 402 096 267 00297

N'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés à l'article 45 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 et en conséquence :

- n'a pas fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues :
 - ❖ aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du Code Pénal,
 - ❖ aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du Code Général des Impôts
 - ❖ aux articles 225-4-1 et 225-4-7 du Code Pénal
 - ❖ ou pour recel de telles infractions
 - ❖ ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.
- a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale et a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire
- n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.640-1 du Code du Commerce ou de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer au sens des articles L. 653-1 à L. 653-8 ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger
- n'est pas en état de redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du Code de Commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ou justifie d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché
- n'a pas été sanctionnée pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou condamnée au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du Code Pénal
- a, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché public, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du Code du Travail
- n'a pas été condamnée au titre du 5° de l'article 131-39 du Code Pénal ou, en cas de personne physique, n'a pas été condamnée à une peine d'exclusion des marchés publics
- ne fait pas l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L.8272-4 du Code du Travail.
- est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés à l'article 48 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015
- Que les travaux objets du présent contrat seront réalisés par des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-2 et R3243-1 du Code du Travail français ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel ils sont rattachés si l'entreprise est étrangère.
- Est en règle au regard des articles L 5221-2 du Code du Travail travailleurs étrangers

Fait à ESTREES SAINT DENIS , le

Sébastien NOREL

Chef d'Agence

